



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

35492



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/CART/350
3 décembre 1974

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA REUNION SUR LA CREATION D'UN CENTRE REGIONAL
DE SERVICES SPECIALISES DANS LE DOMAINE DES LEVES ET DES CARTES

(Nairobi, 16-20 septembre 1974)

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
Introduction - - - - -	1
Participation et discours d'ouverture - - - - -	1
Election du Bureau - - - - -	1
Adoption de l'ordre du jour - - - - -	1
Examen et adoption de l'accord concernant la création du Centre -	2
Programme pour la création du Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes - - - - -	2
Engagements concernant la contribution que chaque gouvernement utilisateur est prêt à apporter pour la création et le fonctionnement du Centre - - - - -	2
Résumé des déclarations faites par les représentants et les observateurs lors de la réunion - - - - -	3
Compte rendu final - - - - -	4
Vote de remerciements - - - - -	5
Adoption du rapport - - - - -	5

ANNEXES

- I. ACCORD PORTANT CREATION D'UN CENTRE REGIONAL DE SERVICES
SPECIALISES DANS LES LEVES ET LES CARTES
- II. EXTRAITS DES ARTICLES IV ET V DE LA CONVENTION SUR LES
PRIVILEGES ET IMMUNITES DES NATIONS UNIES

RAPPORT DE LA REUNION SUR LA CREATION D'UN CENTRE DE SERVICES SPECIALISES DANS LE DOMAINE DES LEVES ET DES CARTES

Introduction

1. Dans sa lettre n° ECO/330/2/4 du 18 septembre 1969, le Secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique a prié les gouvernements intéressés de se consulter afin d'organiser une conférence sur la création d'un Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés et des cartes. Le Gouvernement de la République du Kenya a accepté d'accueillir cette réunion et a invité les Etats membres intéressés de la CEA à y assister; elle a été organisée à Nairobi du 16 au 20 septembre 1974.

2. A l'occasion de cette réunion, les Etats membres avaient pour objectif :

- i) D'affirmer leur appui pour la création d'un Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes;
- ii) D'examiner et d'adopter l'Accord portant création du Centre;
- iii) De prendre des engagements concernant la contribution que chaque gouvernement utilisateur était prêt à apporter en vue de la création et du fonctionnement du Centre.

Participation et discours d'ouverture

3. La Conférence s'est tenue au Centre de conférences Kenyatta à Nairobi du 16 au 20 septembre 1974. Des représentants des Etats membres suivants de la CEA et des Etats membres associés y ont assisté : Ethiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Royaume-Uni, Somalie, Souaziland et Tanzanie. Des observateurs du Canada, de la Finlande, des Pays-Bas et de la Suisse y participaient également.

4. L'Attorney-General de la République du Kenya, M. Charles Njonjo, a ouvert la réunion et a souhaité la bienvenue aux participants. Des discours ont été également prononcés par le Président et par le représentant de la CEA, au nom du Secrétaire exécutif.

Election du Bureau

5. Les membres du Bureau ont été élus, comme suit :

Président :	M. P.P. Anyumba	(Kenya)
Vice-président :	M. S.L. Okeç	(Ouganda)
Rapporteur :	M. R. Mchatta	(Tanzanie)

Adoption de l'ordre du jour

6. Les participants ont adopté l'ordre du jour ci-après :

1. Ouverture de la réunion;
2. Election du Bureau et adoption de l'ordre du jour;
3. Examen et adoption de l'Accord portant création d'un Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes;

4. Programme concernant la création du Centre;
5. Engagements relatifs à la contribution que chaque gouvernement utilisateur est prêt à apporter pour la création et le fonctionnement du Centre;
6. Clôture et adoption du rapport.

Examen et adoption de l'accord concernant la création du Centre

7. Le projet d'accord portant création du Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes a été examiné point par point, amendé et adopté sous la forme figurant à l'annexe I.

Les participants ont estimé qu'il fallait rappeler clairement les dispositions figurant aux articles IV et V de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, reproduits à l'annexe II.

Programme pour la création du Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes

8. Les représentants ont estimé qu'ils avaient pour tâche d'arriver à un accord de principe sur les disciplines qui devaient être couvertes pendant la première année d'existence du centre, laissant au Conseil d'administration et au Comité technique consultatif le soin de s'occuper des questions de détail, une fois que ces derniers seraient établis. On a recommandé que les disciplines suivantes soient offertes :

1. Photographie aérienne, y compris les images transmises par satellite
2. Restitution photogrammétrique
3. Levés géophysiques aériens
4. Levés géodésiques
5. Calibrage et entretien du matériel utilisé pour les levés
6. Cartographie et impression des cartes
7. Calculs électroniques.

Engagements concernant la contribution que chaque gouvernement utilisateur est prêt à apporter pour la création et le fonctionnement du Centre

9. Les représentants ont estimé qu'il était prématuré de discuter des estimations budgétaires pour le Centre lors de la réunion. On a admis qu'il fallait tout d'abord établir, en consultation avec toutes les parties contractantes, un projet de plan d'opération pour la première année du Centre, à partir duquel les estimations requises seraient tirées. On a pensé que ce plan provisoire permettrait aux parties contractantes de prendre des mesures financières suffisantes pour appuyer le Centre.

10. C'est pourquoi les représentants ont désigné un Comité consultatif technique provisoire dont la tâche principale consistait à établir le plan provisoire et les estimations proposés pour le Centre. La représentation à l'échelon régional a été prise en considération pour constituer le Comité, qui comprend un représentant de chacun des pays suivants : Kenya, Malawi et Ouganda, M. Shiraah, de l'Université de Nairobi, M. Jerie de l'ITC (Pays-Bas) et un représentant de la CEA.

11. Le mandat du Comité consultatif technique provisoire était le suivant :

1. Connaître l'avis et les besoins des parties contractantes éventuelles afin de calculer les besoins fondamentaux de base dans le domaine des levés et des cartes grâce à un questionnaire complet et détaillé établi par tous les membres par l'intermédiaire de la CEA.
2. Faire rapport sur la question de savoir s'il y a lieu d'établir le Centre des services de levés et de cartes compte tenu des avantages ou des inconvénients que présenterait l'autonomie dans ce domaine.
3. Maintenir le contact avec les représentants pour contrôler les informations en vue d'accélérer la présentation des conclusions du Comité.
4. Elaborer une politique financière concernant l'investissement initial et les dépenses courantes des fonds obtenus à partir de la contribution des Parties contractantes éventuelles et des sources extérieures.
5. Etablir des plans de développement à court terme et à long terme pour le Centre, notamment l'établissement du coût des opérations et du matériel.

Résumé des déclarations faites par les représentants et les observateurs lors de la réunion

12. Le représentant du Malawi a déclaré qu'il espérait sincèrement que la réunion marquerait une étape importante pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique du Centre. Si le même état d'esprit persistait, l'inauguration du Centre serait sans aucun doute un succès. Son Gouvernement allait examiner le projet d'accord et communiquerait bientôt sa décision à la CEA concernant sa participation.

13. Le représentant de la Somalie a exprimé l'espoir que le Centre envisagé contribuerait concrètement au développement économique des gouvernements contractants. Il a exprimé l'espoir que le Centre serait bientôt créé.

14. Le représentant du Swaziland a assuré les participants que son pays ferait tout ce qu'il pourrait pour contribuer au succès du Centre.

15. Au nom de son Gouvernement, le représentant de la Tanzanie a marqué son appui pour la création du Centre. Il était entièrement d'accord avec les résultats des délibérations et a confirmé que son Gouvernement avait accepté en principe de contribuer à la création du Centre.

16. Le représentant de l'Ouganda s'est réjoui de la création du Centre et a proposé que tous les participants oeuvrent à l'établissement rapide du Centre. Sa proposition a été acceptée à l'unanimité.

17. Le représentant du Kenya a remercié tous les Etats membres de la CEA et des pays non africains qui avaient accepté d'assister à la réunion visant à la création du Centre spécialisé dans les levés et les cartes. Il a réitéré la déclaration faite lors de la réunion d'ouverture par l'Attorney-General du Kenya selon laquelle son Gouvernement avait promis de contribuer dans une large mesure à la création du Centre. Il a souligné que son Gouvernement s'était engagé à faire tout ce qui était en son pouvoir pour assurer que le Centre fût créé aussi rapidement que possible.

18. L'observateur du Royaume-Uni a déclaré que son pays avait joué un rôle important dans le développement des services cartographiques dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et du Centre. Il a exprimé l'espoir que son Gouvernement serait en mesure de contribuer à la création du Centre lorsque l'on aurait établi des plans d'opération détaillés.

19. L'observateur des Pays-Bas a exprimé l'espoir que le Centre serait bientôt mis sur pied et qu'un grand nombre de pays de l'Afrique de l'Est et du Centre y adhèreraient. Il a exprimé ensuite l'espoir que le Centre soit utilisé pour le transfert des techniques modernes aux gouvernements contractants en vue de leur développement économique. Son Gouvernement attendrait les résultats des délibérations détaillées du Comité consultatif technique provisoire avant d'informer la CEA de toute participation ultérieure à la création du Centre de la part de son Gouvernement.

20. L'observateur de la Finlande a exprimé qu'il appuyait pleinement la création du Centre et a indiqué que son Gouvernement apporterait une contribution spécifique lorsque le Centre serait effectivement établi.

Compte rendu final

21. La réunion a été organisée afin d'examiner les projets d'articles d'un Accord portant création d'un Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes, sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, et afin d'examiner les autres problèmes relatifs à la création de ce Centre.

22. La réunion s'est tenue au Kenyatta Conference Centre (Nairobi) du 16 au 20 septembre 1974.

23. Ont assisté à la réunion les représentants des gouvernements membres suivants : Ethiopie, Kenya, Malawi, Ouganda, Somalie, Souaziland et Tanzanie. Un représentant du Royaume-Uni, Etat membre associé, était présent. Ont également assisté à la réunion des observateurs des gouvernements ci-après : Canada, Finlande, Pays-Bas et Suisse, et un représentant du Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

24. Les participants ont élu M. P.P. Anyumba, Directeur du Service des levés (Kenya) comme Président; M. Samwel Labeca Okec, Secrétaire permanent (Ouganda) comme Vice-président et M. Rashidi Mehatta, de la Division des levés et des cartes (Tanzanie) comme Rapporteur.

25. A l'issue de ses délibérations, la réunion a adopté la version anglaise de l'Accord portant création d'un Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes, qui sera également publié en français après traduction et vérification par la Commission économique pour l'Afrique.

26. Les participants ont confié au Gouvernement hôte, à savoir le Kenya, le rôle de dépositaire de l'Accord et ont décidé que le siège du Centre serait situé à Nairobi (Kenya).

27. L'accord sera ouvert à la signature des Hautes Parties contractantes à Nairobi (Kenya) au Ministère des affaires étrangères du Gouvernement de la République du Kenya, entre octobre 1974 et le 31 janvier 1975 et restera ensuite ouvert à la signature de tout Etat habilité à devenir partie contractante à l'accord. L'accord lui-même entrera en vigueur lorsqu'il aura été signé par au moins trois Etats.

Vote de remerciements

28. Le représentant de la Tanzanie a présenté un vote de remerciements au Gouvernement du Kenya qui avait pris l'initiative d'inviter les représentants à participer à cette importante réunion en vue de la création d'un Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes. Au nom de tous les participants, il a déclaré qu'il espérait que le Centre serait bientôt créé, ce qui contribuerait certainement de façon concrète au développement des Etats membres contractants.

Adoption du rapport

29. La réunion a adopté le présent rapport le 20 septembre 1974.

ACCORD PORTANT CREATION D'UN CENTRE REGIONAL DE SERVICES
SPECIALISES DANS LES LEVES ET LES CARTES

Préambule

LES PARTIES CONTRACTANTES au présent Accord :

CONSIDERANT la nécessité d'accélérer la mise en valeur des ressources naturelles importantes de l'Afrique afin d'encourager le développement et le progrès économiques de la région;

NOTANT l'importance des services spécialisés dans les levés et les cartes comme moyen efficace de répondre aux désirs des pays africains qui aspirent à un développement économique et à un progrès social rapides;

RECONNAISSANT les avantages que présenterait pour la région l'existence de tels services en Afrique;

RECONNAISSANT en outre que la création du Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes servirait ces objectifs;

SONT CONVENUES de ce qui suit :

Article I

Création et objectifs du Centre régional de services
spécialisés dans les levés et les cartes

1. Un Centre régional de services spécialisés dans les levés et les cartes (désigné ci-après par le terme le "Centre") sera créé conformément aux dispositions du présent Accord.
2. Les objectifs du Centre sont les suivants :
 - a) Fournir des services dans le domaine des levés et des cartes, notamment en ce qui concerne la photographie aérienne, la photogrammétrie et l'établissement d'orthophotocartes, l'interprétation des clichés et la télédétection, les levés géophysiques aériens et le calcul électronique, la géodésie du premier ordre, les services cartographiques, l'impression multicolore et la vérification, le calibrage et l'entretien du matériel utilisé pour les levés et les cartes;
 - b) Assurer la formation des ressortissants des Parties contractantes aux techniques des levés et des cartes;
 - c) Effectuer des études et des recherches concernant les levés et la cartographie;
 - d) Fournir aux Parties contractantes les données et les résultats des études, des recherches et des essais effectués par le Centre;
 - e) Fournir sur demande aux Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et à leurs organismes des services consultatifs concernant les problèmes relatifs aux levés et aux cartes.

Article II

Emplacement du Centre

1. Le siège du Centre sera situé à Nairobi (République du Kenya) (désignée ci-après par le terme le "pays hôte").
2. En vertu d'un accord avec le Gouvernement du pays hôte, le Centre prend les dispositions nécessaires pour fournir les locaux, les facilités et les services requis pour le fonctionnement efficace du Centre.

Article III

Statut et organisation du Centre

1. Le Centre se compose d'un Conseil d'administration, d'un Conseil consultatif technique et d'un Directeur général, et il fonctionne sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique.
2. Pour pouvoir atteindre ses objectifs et remplir le rôle qui lui a été confié, le Centre jouit, sur le territoire de l'Etat de chaque Gouvernement participant, d'une personnalité juridique autonome par rapport à celle des Parties au présent Accord et n'est pas considéré comme faisant partie d'un gouvernement quelconque ou de l'Organisation des Nations Unies. A ces fins, les statuts, privilèges, immunités et exemptions visés aux paragraphes 3 à 13 du présent Article sont accordés au Centre sur le territoire de l'Etat de chaque Partie contractante.
3. Le Centre est habilité à :
 - a) conclure des contrats;
 - b) acquérir et à aliéner des biens immobiliers ou mobiliers;
 - c) ester en justice.
4. Le Centre, ainsi que ses biens et avoirs, jouissent d'une totale immunité juridique, sauf dans les cas particuliers où le Centre aura expressément renoncé à ladite immunité. Il est toutefois bien entendu qu'aucun abandon d'immunité ne peut entraîner de mesure d'exécution.
5. Les locaux du Centre sont inviolables. Les biens et avoirs du Centre sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation, et de toute ingérence des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.
6. Les archives du Centre et, d'une manière générale, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient sont inviolables.
7. a) Sauf disposition contraire du présent paragraphe, le Centre, ses avoirs, revenus et autres propriétés sont exonérés de tous impôts directs : il est toutefois bien entendu que cette exonération ne concerne pas le propriétaire ou le bailleur de toute propriété louée par le Centre.

b) Les articles importés par le Centre à des fins officielles sont exempts de tous droits de douane et autres taxes et échappent aux prohibitions et restrictions concernant les importations et exportations, étant bien entendu que les droits de douane seront payables au taux approprié sur tous les articles importés conformément au présent alinéa, si ces articles sont vendus ou écoulés localement, à moins qu'ils ne soient vendus à des personnes ou des organismes habilités à acquérir ces biens sans payer de taxe.

c) Le Centre, en ce qui concerne toute transaction à laquelle il est partie, est exempté de taxes, de droits d'enregistrement et d'impôts documentaires.

3. Les membres du Conseil d'administration du Centre qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies et qui assistent à des réunions du Centre ou organisées par lui, jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance des territoires des Parties contractantes, des privilèges et immunités suivants :

a) Immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et officiels;

b) Immunité de poursuite judiciaire de tout ordre concernant leurs paroles et écrits et les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, cette immunité se poursuivant même si les intéressés ont cessé de représenter les Parties contractantes;

c) Inviolabilité de tous papiers et documents;

d) Droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;

e) Exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers et de toutes obligations de service national;

f) Les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

g) Les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles qui sont accordées aux agents diplomatiques;

h) Aux fins du présent article, le terme "membre du Conseil d'administration" est considéré comme comprenant tous les représentants, représentants adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.

9. Les membres du personnel du Centre qui ne sont pas également fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies :

a) Jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

b) Sont exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par le Centre;

c). Sont exempts de toute obligation relative au service national;

d) Ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et leurs enfants vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;

e) Jouissent, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès des Parties contractantes;

f) Jouissent, ainsi que leurs conjoints et leurs enfants vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en période de crise internationale;

g) Jouissent du droit d'importer, en franchise de droits et d'autres taxes, interdictions et restrictions sur les importations, dans les trois mois suivant leur première prise de fonction, les objets suivants :

i) leur mobilier et leurs effets personnels;

ii) un véhicule automobile acheté avant dédouanement ou dans un entrepôt en douane.

10. Sans préjuger des dispositions qui précèdent, les Parties contractantes s'engagent à accorder à tous les membres du Conseil d'administration, à tous les membres du personnel et experts qui fournissent au Centre aide et conseils, les facilités et faveurs qui leur sont nécessaires pour exercer leurs fonctions au Centre.

11. Les privilèges et immunités prévus par les dispositions des Articles 8. et 9 des présents statuts sont accordés non à l'avantage personnel des intéressés, mais afin d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions au Centre, par conséquent, le Directeur général du Centre a non seulement le droit, mais le devoir de lever l'immunité de tous les membres du personnel du Centre dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel l'immunité est accordée.

12. Tous les stagiaires du Centre qui ne sont pas des ressortissants du pays intéressé ont le droit d'entrer et de séjourner dans le territoire de chaque Partie contractante, ainsi que d'en sortir et de le traverser lorsque cette entrée, ce séjour, ce transit ou cette sortie sont nécessaires pour leur formation. Ces droits sont accordés promptement et gratuitement.

13. Le Centre coopère dans tous les cas avec les autorités compétentes des Parties contractantes pour faciliter la bonne administration de la justice, assurer le respect des règlements de police et prévenir tout abus lié aux privilèges, immunités et facilités visés dans le présent articles.

Article IV

Fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées des Nations Unies

Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ou des institutions spécialisées des Nations Unies qui participent aux travaux du Centre jouissent des privilèges et immunités prévus par la Convention des privilèges et immunités des Nations

Unies et par la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, respectivement.

Article V

Le Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration comprend les membres ci-après :

- a) Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique ou son représentant, qui est membre d'office et président du Conseil d'administration;
- b) Un membre désigné par chaque Partie contractante;
- c) Un membre supplémentaire désigné par le Gouvernement du pays hôte;
- d) Le Directeur général du Centre qui est membre d'office et secrétaire du Conseil d'administration, étant entendu que le Directeur général participe sans droit de vote aux délibérations du Conseil d'administration.

2. Le Conseil d'administration :

- a) Définit les principes et politiques généraux régissant le fonctionnement du Centre;
 - b) Examine et approuve le programme de travail et le budget du Centre;
 - c) Soumet à chaque Partie contractante et à la Commission économique pour l'Afrique un rapport annuel sur les travaux du Centre;
 - d) Répartit entre les Parties contractantes les frais de fonctionnement du Centre;
 - e) Désigne un Directeur général à temps plein du Centre et arrête les règles qui régissent la nomination du personnel du Centre;
 - f) Fixe les règles et directives applicables aux activités du Centre, et notamment à l'admission des stagiaires, à la location de matériel et de services et aux questions financières et administratives.
3. Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois par an et peut tenir des réunions extraordinaires à la demande de son Président ou de ses membres. Il adopte son règlement intérieur.

Article VI

Le Directeur général

Conformément aux politiques et décisions du Conseil d'administration, le Directeur général est responsable de l'organisation, de la direction et de l'administration du Centre. Ces tâches sont notamment les suivantes :

- a) Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'Article VII du présent Accord, il présente le programme de travail et le budget du Centre au Conseil d'administration pour approbation;
- b) Il exécute le programme de travail conformément aux décisions du Conseil d'administration;

c) Il présente au Conseil d'administration un rapport annuel sur les activités du Centre et notamment un relevé financier de ses recettes et de ses dépenses;

d) Il approuve les demandes de formation pratique au Centre conformément aux réglementations et directions relatives à l'admission, fixées par le Conseil d'administration;

e) Il conclut, à la demande des gouvernements des Etats membres de la Commission économique pour l'Afrique et en consultation avec le Président du Conseil d'administration, les accords pour la fourniture, par le Centre, de services techniques dans le domaine des services des levés et des cartes;

f) Il loue le matériel et les services qui peuvent être requis par le Centre et conformément à toutes réglementations et directives à ce sujet, fixées par le Conseil d'administration;

g) Il coordonne les travaux du Centre avec ceux de la Commission économique pour l'Afrique et des autres organisations intéressées dans le domaine des services des levés et des cartes;

h) Il convoque, en consultation avec le Président du Conseil d'administration et conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'Article V du présent Accord, les réunions du Conseil d'administration.

Article VII

Comité consultatif technique

1. Le Comité consultatif technique (désigné ci-après par le terme le "Comité"), comprend le Directeur général du Centre, les directeurs des services organiques du Centre et un représentant de la Commission économique pour l'Afrique.
2. Le Comité peut inviter des experts dans le domaine des levés et des cartes pour l'aider dans ses délibérations.
3. Le Comité conseille le Directeur général sur les problèmes techniques relatifs à la préparation et à l'exécution du programme de travail du Centre.
4. Le Comité se réunit au moins une fois par an. Ses réunions sont convoquées par le Directeur général du Centre et elles adoptent leur propre règlement intérieur.

Article VIII

Coopération des gouvernements

1. Les dépenses de fonctionnement du Centre sont à la charge des Parties contractantes dans la proportion fixée par le Conseil d'administration et également à partir des fonds provenant de toutes autres sources stipulées dans l'Article XI du présent Accord.
2. a) Les Parties contractantes autorisent tous aéronefs utilisés par ou pour le Centre à pénétrer sur leurs territoires respectifs, à en sortir ou à les survoler pour assumer les tâches du Centre exigeant l'utilisation d'un aéronef dans les zones

dont les Parties contractantes et le Centre seront convenus. Lesdits aéronefs sont exemptés de toutes redevances à l'exception de celles qui correspondent aux services effectivement rendus, et de tous droits ou taxes imposés pour l'atterrissage, le stationnement ou le décollage sur tout aéroport situé sur le territoire de l'Etat des Parties contractantes. Les membres de l'équipage desdits aéronefs jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle. Sans préjudice des dispositions pertinentes des Articles III et IV du présent Accord, lesdits aéronefs sont, sur le territoire de l'Etat de chaque Partie contractante, à l'abri de toute perquisition, saisie, réquisition, confiscation et expropriation, ainsi que de toute autre ingérence des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.

b) En ce qui concerne ses aéronefs ou les aéronefs utilisés en son nom, le Centre fera respecter toutes les lois et tous les règlements et notamment les lois et règlements relatifs à l'entretien et à l'exploitation des aéronefs, applicables sur le territoire de tout Etat où ces aéronefs peuvent être utilisés et il souscrira ou fera souscrire une assurance suffisante contre les risques d'avarie pouvant être infligés aux aéronefs qui lui appartiennent ou qu'il exploite, de même qu'une assurance de responsabilité contre les accidents ou dommages causés à la propriété des tiers lors de l'utilisation desdits aéronefs.

3. a) Les Parties contractantes autoriseront également tous les moyens de transport par terre ou par eau exploités par ou pour le Centre à pénétrer sur leur territoire, à en sortir, à y rester, à le traverser et à le quitter pour les objectifs du Centre qui exigent l'utilisation desdits moyens de transport dans les zones dont les Parties contractantes et le Centre seront convenus. Ces moyens de transport seront exemptés de toute redevance à l'exception de celles qui correspondent aux services effectivement rendus, et de tous droits ou taxes imposés pour l'entrée, la circulation, le séjour et le passage dans les territoires des Etats des Parties contractantes et la sortie de ces territoires. Les membres de l'équipage desdits moyens de transport jouissent de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle, sans préjudice des dispositions pertinentes des Articles III et IV du présent Accord, et les moyens de transport par terre ou par eau qui sont la propriété du Centre ou qui sont utilisés pour lui sont, dans l'Etat de chaque Partie contractante, à l'abri de toute perquisition, saisie, réquisition, confiscation, appropriation et de toute autre forme d'ingérence des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif;

b) En ce qui concerne ses moyens de transport par terre ou par eau ou les moyens utilisés en son nom, le Centre veille à faire respecter toutes les lois et tous les règlements, notamment les lois et règlements relatifs à l'entretien et à l'utilisation des moyens de transport par terre ou par eau, applicables sur le territoire de l'Etat où ces moyens de transport peuvent être utilisés et il souscrira ou fera souscrire une assurance suffisante contre les risques d'avarie pouvant être infligés aux moyens de transport, de même qu'une assurance de responsabilité contre les accidents, décès ou dommages causés à la propriété des tiers lors de l'utilisation de ces moyens de transport.

4. Les membres des équipes de levés du Centre effectuant des opérations de levés et de cartographie jouissent de l'immunité de juridiction concernant les actes accomplis par eux en leur qualité officielle et, sans préjudice des dispositions pertinentes des Articles III et IV du présent Accord, le matériel et les documents utilisés par ces équipes sont à l'abri, dans l'Etat de chaque Partie contractante, de toute perquisition, saisie, réquisition, confiscation, expropriation et de toute autre forme d'ingérence des pouvoirs exécutif, administratif, judiciaire ou législatif.

Article IX

Rapports avec la Commission économique pour l'Afrique

Dans l'accomplissement de ses fonctions, le Centre établit et maintient des relations de travail étroites et constantes avec la Commission économique pour l'Afrique.

Article X

Coopération avec les gouvernements, les institutions spécialisées et les autres institutions intéressées

Dans l'exercice de ses fonctions, le Centre collabore au besoin avec les autres gouvernements, les institutions spécialisées des Nations Unies et toutes les autres institutions s'intéressant aux levés et à la cartographie.

Article XI

Ressources financières et réglementation concernant la gestion financière du Centre

Les dépenses du Centre sont couvertes par les contributions des Parties contractantes, les sommes qu'il perçoit en rémunération des services techniques et consultatifs qu'il rend et des autres ressources qu'il peut recevoir des gouvernements, d'organismes de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées et d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales. L'acceptation par le Centre de ces autres ressources est soumise dans tous les cas à l'approbation du Conseil d'administration sur recommandation du Directeur général du Centre et conformément aux dispositions pertinentes des règles régissant la gestion financière du Centre.

Article XII

Amendement

1. Toute Partie contractante peut proposer un amendement au présent Accord.
2. Le texte de l'amendement proposé sera adressé au Directeur général du Centre qui le communiquera à toutes les Parties contractantes au moins 60 jours avant la réunion du Conseil d'administration.
3. L'amendement proposé n'entrera en vigueur que s'il est approuvé par une majorité des deux tiers des membres du Conseil d'administration à une réunion au cours de laquelle l'amendement proposé est examiné.

4. S'il est approuvé conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'amendement entre en vigueur pour toutes les Parties contractantes 30 jours après cette approbation.

Article XIII

Membres

Les gouvernements des Etats membres ou des membres associés de la Commission économique pour l'Afrique peuvent devenir parties au présent Accord.

Article XIV

Règlement des différends

Si un différend survient entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, lesdites Parties contractantes se consultent entre elles en vue de régler ce différend par la négociation, l'enquête, la médiation, la conciliation, l'arbitrage, le recours à une procédure spéciale prévue par une organisation internationale ou régionale, un règlement judiciaire ou tout autre moyen pacifique de leur choix.

Article XV

Signature

Le présent Accord sera ouvert à la signature par les Hautes Parties contractantes au Ministère des Affaires étrangères du Gouvernement du Kenya, à Nairobi, entre le premier octobre 1974 et le 31 janvier 1975 et restera ensuite ouvert à la signature de tout Etat habilité à devenir Partie au présent Accord.

Article XVI

Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après la date de la signature par le troisième Etat. Il entrera en vigueur pour tout Etat qui le signe ultérieurement 30 jours après la date de cette signature.

Article XVII

Dénonciation

1. Toute Partie contractante peut dénoncer le présent Accord à n'importe quel moment après expiration de cinq années à partir de la date à laquelle l'Accord est entré en vigueur pour ladite Partie.

2. La dénonciation de l'Accord se fait par une notification écrite adressée au Gouvernement dépositaire qui informe toutes les autres Parties à l'Accord de cette notification et de la date de sa réception ainsi que de la date à laquelle cette dénonciation prend effet.

3. Une dénonciation prend effet 6 mois après réception de l'avis de dénonciation par le Gouvernement dépositaire ou après expiration de toute période plus longue qui peut être indiquée dans la notification, à condition que toute Partie contractante faisant usage de ce droit de dénonciation remplisse d'abord toutes ses obligations au titre de l'Accord.

Article XVIII

Dépositaire

Le Gouvernement de la République du Kenya, en tant que dépositaire de l'Accord, informe les Parties contractantes :

- a) De la signature du présent Accord conformément à l'Article XV;
- b) De la date à laquelle l'Accord entre en vigueur conformément à l'Article XVI;
- c) De la date à laquelle tout amendement au présent Accord entre en vigueur conformément à l'Article XII;
- d) De tout avis de dénonciation de l'Accord conformément à l'Article XVII.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Accord, la version française et la version anglaise faisant également foi, aux dates indiquées au-dessous de leur signature.

EXTRAITS DES ARTICLES IV ET V DE LA CONVENTION
SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DES NATIONS UNIES

Article IV

Représentants des membres

SECTION 11 - Les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par les Nations Unies jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges et immunités suivants :

- a) immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de leurs bagages personnels et en ce qui concerne les actes accomplis par eux en leur qualité de représentants (y compris leurs paroles et écrits), immunité de toute juridiction;
- b) inviolabilité de tous papiers et documents;
- c) droit de faire usage de codes et de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées;
- d) exemption pour eux-mêmes et pour leurs conjoints à l'égard de toutes mesures restrictives relatives à l'immigration, de toutes formalités d'enregistrement des étrangers, et de toutes obligations de service national dans les pays visités ou traversés par eux dans l'exercice de leurs fonctions;
- e) les mêmes facilités en ce qui concerne les ~~réglementations~~ monétaires ou de change que celles accordées aux représentants de ~~gouvernements~~ étrangers en mission officielle temporaire;
- f) les mêmes immunités et facilités en ce qui concerne leurs bagages personnels que celles accordées aux agents diplomatiques, et également;
- g) tels autres privilèges, immunités et facilités non incompatibles avec ce qui précède, dont jouissent les agents diplomatiques, sauf le droit de réclamer l'exemption des droits de douane sur des objets importés (autres que ceux qui font partie de leurs bagages personnels) ou de droits d'accise ou de taxes à la vente.

SECTION 12 - En vue d'assurer aux représentants des Membres aux organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'Organisation une complète liberté de parole et une complète indépendance dans l'accomplissement de leurs fonctions, l'immunité de juridiction en ce qui concerne

les paroles ou les écrits ou les actes émanant d'eux dans l'accomplissement de leurs fonctions continuera à leur être accordée, même après que ces personnes auront cessé d'être les représentants des Membres.

SECTION 13 - Dans le cas où l'incidence d'un impôt quelconque est subordonnée à la résidence de l'assujetti, les périodes pendant lesquelles les représentants des Membres auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux conférences convoquées par l'Organisation des Nations Unies se trouveront sur le territoire d'un Etat pour l'exercice de leurs fonctions, ne seront pas considérées comme des périodes de résidence.

SECTION 14 - Les privilèges et immunités sont accordés aux représentants des Membres non à leur avantage personnel, mais dans le but d'assurer en toute indépendance l'exercice de leurs fonctions en rapport avec l'Organisation. Par conséquent, un Membre a non seulement le droit mais le devoir de lever l'immunité de son représentant dans tous les cas où, à son avis, l'immunité empêcherait que justice soit faite et où elle peut être levée sans nuire au but pour lequel l'immunité est accordée.

SECTION 15 - Les dispositions des sections 11, 12 et 13 ne sont pas applicables dans le cas d'un représentant vis-à-vis des autorités de l'Etat dont il est ressortissant ou dont il est ou a été le représentant.

SECTION 16 - Aux fins du présent article, le terme "représentants" est considéré comme comprenant tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires de délégations.

Article V

Fonctionnaires

SECTION 17 - Le Secrétaire général déterminera les catégories des fonctionnaires auxquels s'appliquent les dispositions du présent article ainsi que de l'article VII. Il en soumettra la liste à l'Assemblée générale et en donnera ensuite communication aux gouvernements de tous les Membres. Les noms des fonctionnaires compris dans ces catégories seront communiqués périodiquement aux gouvernements des Membres.

SECTION 18 - Les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies :

a) jouiront de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux en leur qualité officielle (y compris leurs paroles et écrits);

b) seront exonérés de tout impôt sur les traitements et émoluments versés par l'Organisation des Nations Unies;

c) seront exempts de toute obligation relative au service national;

d) ne seront pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers;

e) jouiront, en ce qui concerne les facilités de change, des mêmes privilèges que les fonctionnaires d'un rang comparable appartenant aux missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement intéressé;

f) jouiront, ainsi que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques en période de crise internationale;

g) jouiront du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonction dans le pays intéressé.

SECTION 19 - Outre les privilèges et immunités prévus à la section 18, le Secrétaire général et tous les sous-secrétaires généraux, tant en ce qui les concerne qu'en ce qui concerne leurs conjoints et leurs enfants mineurs, jouiront des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés, conformément au droit international, aux envoyés diplomatiques.

SECTION 20 - Les privilèges et immunités sont accordés aux fonctionnaires uniquement dans l'intérêt des Nations Unies, et non à leur avantage personnel. Le Secrétaire général pourra et devra lever l'immunité accordée à un fonctionnaire dans tous les cas où, à son avis, cette immunité empêcherait que justice soit faite et pourra être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation. A l'égard du Secrétaire général, le Conseil de sécurité a qualité pour prononcer la levée des immunités.

SECTION 21 - L'Organisation des Nations Unies collaborera en tous temps avec les autorités compétentes des Etats Membres en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités et facilités visés dans le présent article.